

Chapitre 6

Migration et travail des Marocain.e.s à Dubaï avant et depuis la pandémie COVID-19

Arab Chadia, Moujoud Nasima

Introduction

Cet article a pour objet l'étude de l'impact de la crise sociale et sanitaire sur les migrations marocaines en partant de cas de Marocains à Dubaï, et plus particulièrement des femmes de milieu populaire, c'est-à-dire de femmes dites « non qualifiées » qui sont parties pour mieux vivre et faire vivre leurs proches. Pour comprendre l'impact de la crise sur les migrations, et saisir ce qui fait la particularité de l'espace migratoire dubaïote, en comparaison avec l'espace européen, le texte propose de revenir sur les effets migratoires de la crise économique de la moitié des années 1970 et de 2008 dans des pays européens de fortes migrations marocaines, puis de situer les parcours de Marocaines installées à Dubaï en lien avec les principales figures de femmes « non qualifiées » que nous avons étudiées sur les migrations marocaines en Europe (notamment France et Espagne). Nous nous intéresserons surtout aux femmes dont les trajectoires migratoires sont liées au tourisme, puisque ce dernier domine dans les parcours dubaïotes et reflète un domaine fortement touché par la crise sanitaire de ces dernières années¹.

Alors qu'en France, la migration marocaine s'est féminisée à partir de la crise économique et migratoire de la moitié des années 1970, et qu'elle s'est beaucoup diversifiée en Espagne dans les années 1990, la présence des migrantes caractérise l'histoire « récente » des Marocains dans le très prospère État de Dubaï. Cette présence ne coïncide pas avec une période de crise ni de recrutement de main-d'œuvre masculine impliquant le regroupement familial par les hommes. Les Marocaines sont pionnières des chaînes migratoires à Dubaï (Arab et Moujoud, 2020). Leur inscription dans cet État cosmopolite laisse à des femmes peu diplômées plus de marges pour construire de nouvelles ressources qui les rendent visibles par l'entrepreneuriat, par exemple, et par le statut de véritables têtes de pont à la création de filières migratoires. Qu'est-ce que leur migration nous apprend sur l'impact migratoire de la pandémie de la Covid-19 ? Quels liens entre l'actuelle crise sanitaire, les effets des anciennes crises économiques et la migration des femmes, notamment dans les pays où la communauté marocaine est fortement et anciennement représentée ? Quelles différences observées entre

¹ Chadia Arab et Nasima Moujoud ont réalisé trois enquêtes à Dubaï dans le cadre de deux programmes de recherche : GEDI (« Genre et discriminations »), financé par la région des Pays de la Loire, et JSex (« Jeunesses et sexualités »), financé par l'Université d'Angers. La première enquête réalisée par Chadia Arab a été financée par son ancien laboratoire de recherche, Migrinter, Université de Poitiers. Ces recherches empiriques seront ici enrichies d'une nouvelle recherche effectuée pendant la crise sanitaire (Internet, téléphone). Nous y reviendrons ultérieurement dans le texte.

les formes d'insertion des Marocaines à Dubaï et celles étudiées en France et en Espagne, ou plus largement en Europe, et dans quelle mesure ces formes d'insertion professionnelles ont-elles été différemment touchées par la crise sanitaire ? Qu'est ce qui caractérise les parcours des Marocaines à Dubaï avant et depuis l'actuelle crise sanitaire et sociale ?

C'est à ces différents questionnements que sont consacrées les pages qui suivent, abordant l'enjeu du lien entre genre, crise et migration, notamment des femmes représentées comme « peu qualifiées » (non diplômées, très peu scolarisées et issues de milieux populaires). Appuyé principalement sur les résultats de trois recherches empiriques auprès de Marocain.e.s à Dubaï et au Maroc, puis sur un retour téléphonique et virtuel (facebook, visioconférence, Whatsapp²) vers les mêmes personnes pendant la crise sanitaire (2021), ce texte entend montrer l'ancienneté et la particularité des liens entre genre et crises sociales. Il fait apparaître que si la migration à Dubaï peut être la source de mobilité sociale mobilisant des savoirs peu reconnus en Europe, la crise sanitaire révèle la forte précarité de cette présence privée de droits sociaux et de séjour indépendants du travail. Dans un premier temps, un rapide détour historique nous permettra de rappeler l'ancienneté des liens entre crise et migration des femmes dans l'espace européen. Nous proposons ensuite des éléments sur la migration marocaine à Dubaï. Dans un troisième temps, nous tentons de lire cette migration à la lumière de la pandémie de la Covid-19. Nous essayerons chaque fois de partir de parcours de femmes et d'hommes que nous avons rencontrés lors de nos enquêtes puis recontactés pour répondre à l'étude des impacts de la crise sanitaire dans le cadre de ce chapitre.

1. La crise, le genre et la migration : le détour par l'histoire et l'Europe

Les périodes de crise économique sont historiquement « néfastes pour les droits des femmes ». Le chômage devient un prétexte pour délégitimer le travail salarié des femmes, notamment mariées, et justifier le retour des femmes au foyer (Fanny Gallot, 2021). Du point de vue de la question migratoire, l'historien Gérard Noiriel indique que, dans les divers principaux cycles migratoires, « on constate qu'à chaque période de stabilisation du processus migratoire, c'est-à-dire en période de crise, le taux de masculinité diminue, alors que le taux de féminité augmente » (Noiriel, 1991 : 14). Les migrantes s'impliquent paradoxalement davantage dans l'immigration et sur le marché du travail français pendant les périodes de crise. Le même historien précise que, dans ce cadre, la « *vocation principale des femmes en situation d'immigration, plus encore que dans d'autres contextes, est de s'occuper de l'espace domestique* »³. Sabah Chaïb montre toutefois qu'en France, les femmes étrangères d'hier et d'aujourd'hui ont intégré le marché du travail « *que cette société soit marquée par la prépondérance de l'agriculture, de l'industrie ou des services* » (Chaïb, 2008). Les secteurs traditionnellement assignés aux femmes demeurent néanmoins fortement visibles dans les études sur genre et migration en France et dans d'autres pays européens. Le travail

² Pour accéder au terrain virtuel, nous avons identifié des groupes sur facebook « les Marocains de Dubaï » ; « Marocaines de Dubaï », et utilisé Internet ou le téléphone pour reprendre contact avec des Marocain.e.s que nous avons interrogés lors de nos précédents séjours à Dubaï, ou au Maroc.

³ Comme le souligne l'historien Gérard Noiriel (2004 : 152).

domestique, le ménage, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées ou la prostitution sont à la fois féminisés et peu valorisés au niveau idéologique et matériel (conditions de travail, droits sociaux, reconnaissance comme moyen de régularisation du séjour ou de naturalisation, stigmatisation, etc.). Ces secteurs se redéfinissent et se développent dans les deux contextes de crise et de croissance économique (Moujoud et Falquet, 2010).

En France comme en Espagne, l'accès des migrantes au secteur des services à domicile s'est historiquement défini lors d'une période de croissance économique, à un moment où les femmes autochtones ont connu des mutations les amenant à délaisser les secteurs de la domesticité. L'insertion dans/par les services est notamment la conséquence de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre étrangère lorsque ce secteur est délaissé par les nationales, les hommes nationaux n'y sont en général pas assignés. Elle se maintient aussi pendant les crises, alors que le travail des hommes immigrés est dévalorisé, voire limité.

La migration des femmes et leur insertion professionnelle sont reliées surtout en France au chômage des hommes migrants. Lors des périodes des crises d'avant la Covid-19, le taux de chômage des étrangers (incluant la majorité des immigrés) est supérieur à celui des autochtones. Il était déjà en 2000 de 20,9 %, soit le double de celui des « Français » (Attias-Donfut Claudine et Delacroix Catherine, 2004 : 149). En Espagne, les travailleurs étrangers ont toujours maintenu un niveau plus élevé d'inactivité que les autochtones. Entre 1993 et 1997, la crise a sérieusement affecté le secteur de la construction dans les grandes villes et par conséquent favorisé le pourcentage de migration de femmes comme pionnières de la chaîne migratoire (Oso Casas, 2012). Les Marocains qui s'insèrent dans ce marché du travail espagnol ont des emplois de qualité réduite (moindre qualification, rémunération plus faible) et un plus fort taux d'inactivité que la population autochtone et qu'une bonne partie de la population immigrée des autres pays. Alors qu'en 2008, il y a eu moins de 9,4 % pour l'emploi masculin, avec une augmentation du nombre d'emplois féminins (+5,6 %), en 2009, on note une perte pour les deux sexes : 18,7 % des hommes et 16,1 % des femmes deviennent chômeurs. En 2012, plus des deux tiers de la jeunesse marocaine émigrée en Espagne est inoccupée (68,8 %), le nombre de foyers avec l'ensemble des membres actifs sans emploi a beaucoup augmenté, pour atteindre 32 % en 2012. Si, avant la crise, en 2007, 71 % de la population active masculine et 69 % de la population féminine étaient en situation de précarité (inemployé, emploi saisonnier, emploi fixe de mauvaise qualité, emploi de courte durée...), en 2011, le taux de précaires a augmenté pour atteindre 81 % des hommes et 84 % des femmes (Le Collectif IOE, 2012).

Parallèlement, la précarité de l'emploi augmente la perte d'enthousiasme en particulier des hommes immigrés, ce qui favorise l'insertion des femmes pour pallier à la perte ou absence de revenus de la famille (Collectif IOE, 2012). La féminisation de la migration et du travail se développe donc à la suite d'une double mutation socio-économique touchant à la fois les femmes autochtones et les hommes immigrés, surtout pendant les crises économiques. La féminisation du travail en contexte migratoire de crise d'avant le Covid-19 signifie le maintien ou l'augmentation de travail de femmes, avec l'extension des formes précaires d'emploi. Les femmes se retrouvent obligées de ne pas quitter des conditions de

travail précaires, d'intégrer le salariat en dépit de ces conditions ou d'inventer de nouvelles sources de revenus, comme il est possible de le voir aussi dans le cas italien, que nous avons abordé dans un autre article (Arab et Moujoud, 2018a).

Aussi les deux crises économiques de la moitié des années 1970 puis de 2008 n'ont pas réduit l'importance du secteur des services à la personne ou la visibilité des migrantes qui y travaillent. Rappelons que le secteur des services à la personne est représenté comme la principale source d'insertion assignée aux migrantes des Suds en Europe. Saskia Sassen estime que, dans les villes globales, pour chaque création d'emploi très qualifié, un emploi très peu qualifié est créé directement ou indirectement. En outre, « deux mondes cohabitent » dans les bureaux des grandes entreprises de la mondialisation, sans se mélanger : *« la nuit laisse place aux femmes de ménage, services de gardiennage et d'entretien. Au travail ou dans la ville, ces deux mondes ne font que se croiser, sans vraiment se mêler »*. Ce sont souvent les femmes et les migrant.e.s les plus défavorisé.e.s qui répondent à ces emplois (Sassen 2001, 2004). Qu'en est-il de l'insertion professionnelle des Marocaines dans l'espace dubaïte ? Cette insertion passe-t-elle par les secteurs de services habituellement mis en évidence sur la migration des femmes en Europe ? Quels liens et quels impacts l'exemple de Marocaines nous apprend sur l'actuelle crise sanitaire, qui croise des processus de précarisation du travail des étrangers, en particulier dans les pays du Golfe ?

2. La migration des Marocain.e.s à Dubaï : la période d'avant COVID-19

Le rêve dubaïte au regard des migrations marocaines

L'Émirat de Dubaï est l'un des endroits les plus prospères (Boulanger, 2009) et les plus cosmopolites de la planète. Il s'agit d'un espace les plus anciennement mondialisé qui s'appuie sur le commerce, le tourisme et les réseaux aériens (Frank Tétart, 2016). Comme les autres régions du Golfe, Dubaï a instauré depuis une vingtaine d'années une diversification de son économie afin de faire face à la raréfaction du pétrole. La sidérurgie, la finance, le commerce, l'éducation, la culture, mais surtout le tourisme, qui nous intéresse ici, sont des activités majeures qui participent de cette évolution et à la mise en place de projets gigantesques (des tours et gratte-ciel immenses, des îles artificielles, des malls monumentaux). Dubaï se publicise mondialement comme un « *eldorado* » et diversifie son offre (Kazerouni, 2015). Mais cette prospérité cache de grandes disparités au sein de la population, et notamment entre Emirati.e.s et immigré.e.s, mais aussi entre migrant.e.s eux-mêmes, comme le montre Amélie Le Renard (2019) en pointant le « privilège occidental » à Dubaï. Ce privilège peut être relié à ce que les Marocains rencontrés dans divers espaces migratoires appellent « le passeport rouge », en référence notamment aux avantages liés aux nationalités européennes, surtout la libre circulation. Ces disparités sont visibles dans les migrations marocaines. Celles-ci se traduisent en effet au pluriel. Elles se composent d'une diversité de profils. Parmi ces profils, des cadres supérieurs : marocains, bi-nationaux, marié.s, vivant seul.e, ingénieurs, journalistes, employés dans une multinationale reconnue, une entreprise privée, dans l'administration émiratie, l'administration marocaine, etc. Sont présents également des employés recrutés au Maroc à la suite d'une procédure officielle, ou recrutés à la suite d'une rencontre informelle, jeunes diplômés recrutés dans une modeste école de tourisme ou d'hôtellerie, ou bien

arrivés seul.e.s en tant que touriste ou avec des amis et installés à Dubaï malgré l'expiration de la date du visa. Et on retrouve enfin des épouses qui rejoignent un mari rencontré lors d'un séjour touristique au Maroc et des personnes circulantes qui pratiquent le commerce entre Dubaï et la Turquie, ou entre Dubaï et le Maroc depuis de nombreuses années.

Aux Émirats, plus de 65% des personnes migrantes ont entre 25 et 54 ans. La tranche des 25 à 44 ans représente à Dubaï 58,6 % (Dubaï Statistics Center). Il s'agit d'une majorité d'hommes (72%) et 28% de femmes. Les Marocain.e.s aux Émirats Arabes Unis sont toutefois majoritairement des femmes. Cette caractéristique touche l'ensemble des pays du Golfe (Berriane, 2018). Les données statistiques sur la présence marocaine aux Émirats Arabes Unis sont peu accessibles. Mohamed Berriane (2018) indique qu'il y aurait 51.569 personnes immatriculées aux deux consulats de Dubaï et Abu Dhabi (soit 0,54% de la population totale aux Émirats et 0,61% des étrangers). Ce chiffre des inscrits ne tient toutefois pas compte des personnes marocaines qui ne viennent pas s'enregistrer au consulat, et qui sont présentes parmi les personnes que nous avons rencontrées. Ces personnes incluent celles et ceux qui circulent régulièrement, qui ne possèdent pas de documents de séjour valides ou qui circulent en utilisant leurs passeports européens ou américains, qui permettent d'éviter l'obligation de visas ou le passage par le consulat marocain. Un représentant du Conseil pour la Communauté Marocaine à l'Étranger (entretien, 2018) suppose qu'il existe au moins 40.000 Marocains à Dubaï, dont une partie circule par le biais d'un passeport européen ou américain. Le consul du Maroc à Dubaï (entretien, 2016) estime le nombre de Marocain.e.s à 60.000 personnes, bien que le nombre d'immatriculés au Consulat soit de 20.000 Marocain.e.s.

En 2018, 86,5% des Marocains ont moins de 44 ans et 64% entre 24 et 44 ans (Berriane, 2018). Mohamed Berriane constate qu'il existe plus de Marocaines que de Marocains, signalant à 56,8% le pourcentage de femmes marocaines aux Emirats Arabes Unis en 2018 (Berriane, 2018). Alors que la migration générale est majoritairement masculine à Dubaï, comme indiqué plus haut, la part des femmes dans la migration marocaine est plus élevée. Certaines migrations sont en effet fortement féminisées dans les pays du Golfe, comme le cas des infirmières indiennes, dès les années 1970 (Percot, 2005). Le Golfe représente un miroir se lit à travers le cas marocain, qui incarne la stigmatisation des migrations des femmes, en les assimilant à la prostitution (Arab, Moujoud, 2018b), tout en niant leurs diversité et savoirs-migrer. La présence des Marocaines offre par ailleurs des particularités par rapport à d'autres migrations féminines à Dubaï, comme celles des Philippines assignées aux services domestiques. Les Marocaines que nous avons rencontrées ne s'orientent pas vers les services domestiques, contrairement à d'autres migrations fortement féminisées.

Pour toutes ces femmes, et pour les hommes marocains aussi, Dubaï est un État divers et contrasté. Il n'est ni paradis pour riches ni principal lieu d'exploitation. Mais « *c'est très cher !* » et « *on ne peut pas y prendre racine* », comme le disent la majorité des personnes que nous avons interrogées, surtout celles qui ne sont pas mariées à Dubaï, et qui précisent ainsi les difficultés de vivre bien sans d'importantes ressources financières, et de faire lien dans ce lieu « *pensé pour être*

de passage », « *comme un aéroport* », pour reprendre la formule utilisée par le Consul marocain (entretien, 2015). Au niveau social, la gratuité des infrastructures publiques (école et hôpital) est réservée aux nationaux, alors que les conditions pour la naturalisation sont très limitatives, y compris pour les enfants nés sur le sol émirati – dont le père n'est pas émirati. Les cadres supérieurs envisagent leur installation comme éphémère, malgré leur satisfaction de leur insertion professionnelle. Les migrant.e.s travaillant dans les secteurs peu valorisés partagent avec les cadres supérieurs la précarité du séjour mais le logement est aussi l'une de leurs principales préoccupations. Or, parmi ces derniers, des femmes parviennent à s'installer durablement à Dubaï ou à circuler entre divers espaces nationaux. Leur parcours se distingue-t-il de ceux des Marocaines dans d'autres espaces d'arrivée, surtout en Europe ?

Nous avons déjà tenté dans un autre article de déconstruire le stigmat qui pèse sur les Marocaines à Dubaï, les assimilant à la prostitution, aussi bien au Maroc qu'aux Émirats Arabes Unies (Arab et Moujoud, 2018b). Nous avons mis en évidence les ambivalences du stigmat ainsi que la diversité des parcours de ces femmes⁴. Nous avons également insisté sur l'amitié et sur le mariage comme ressources migratoires, surtout pour les femmes qui se lient avec des hommes de différentes nationalités, et indiqué le peu de travaux sur cette migration des femmes, comme sur la migration marocaine dans les pays du Golfe en général. Il nous semble intéressant de nous interroger ici sur l'originalité de cette migration, par rapport à celle des migrantes, notamment en Europe, où les Marocaines sont souvent représentées essentiellement comme des épouses ou des filles qui suivent un mari ou un père, et assignées aux seules services domestiques, à l'instar d'autres migrantes peu avantagées et issues des Suds. Dubaï rend en effet visibles les femmes comme pionnières des chaînes migratoires et comme actrices de parcours croisant migration, travail et tourisme.

Des parcours migratoires et d'insertion professionnelle liés au tourisme : avant-Covid

D'après nos constats de terrain, ainsi que les quelques rares études sur le sujet, la migration des Marocaines les plus anciennement installées à Dubaï remonte aux années 1980 (El Ghali, 2007 ; Arab et Moujoud, 2018b). Elle s'inscrit dans le cadre du développement du tourisme au Maroc. Le « premier âge »⁵ de cette migration est en effet lié à l'arrivée à partir de la fin des années 1970 de touristes originaires des pays du Golfe, au moment même où le boom pétrolier contribue à la création d'emplois dans les pays du Golfe ouverts à des femmes migrantes, dont des Marocaines.

Ce lien entre tourisme et migration apparaît à travers les parcours des différentes générations de Marocaines rencontrées dans le cadre de notre recherche sur Dubaï.

⁴ Nous avons repris l'analyse développée par Gail Pheterson (2001) selon laquelle le stigmat de « pute » adressé aux femmes n'est pas associé seulement à la prostitution proprement dite, il l'est à la migration autonome et à la transgression des normes sexuelles, migratoires, sociales, etc. dominantes. La prostitution est donc un « prisme » qui renvoie aux divers aspects de l'oppression des migrantes.

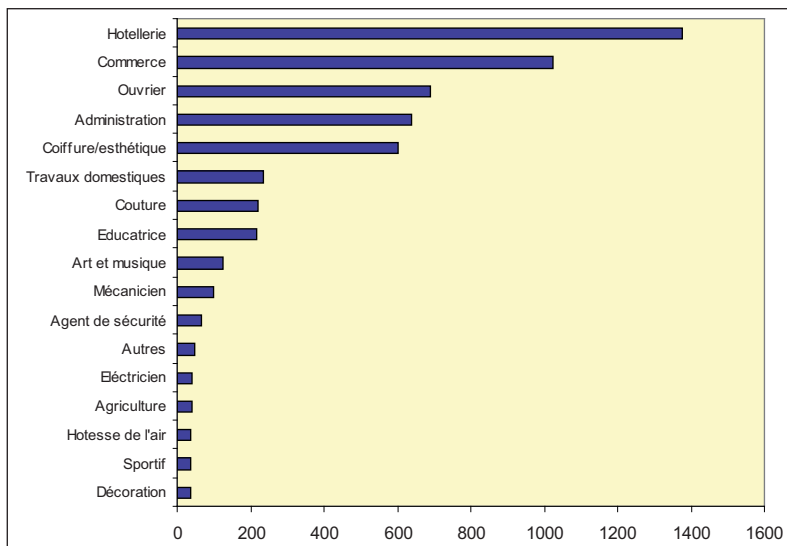
⁵ Cette expression est tirée des travaux d'Abdelmalek Sayad (1977), sur la migration algérienne en France, dont le premier âge est essentiellement masculin dans les études de ce sociologue et de l'ensemble des spécialistes des migrations en France.

Les femmes qui ont des enfants nés aux Émirats et âgés de la vingtaine, voire de la trentaine aujourd'hui, avaient choisi Dubaï à la suite d'une rencontre avec des touristes (saoudiens, émiratis, syriens, etc.) dans des lieux de formation ou de loisirs, donc touristiques, au Maroc. Parmi ces femmes, certaines sont devenues entrepreneures (propriétaires de restaurants, hôtels, commerces divers) souvent dans un domaine lié au tourisme. L'augmentation des migrations marocaines à partir de 2010, que Mohamed Berriane (2018 : 699) indique dans son travail daté de 2018, semble elle-aussi liée dans notre terrain à des dynamiques touristiques, probablement favorisées par les marchés financiers et économiques, puisque les Émirats Arabes Unis sont un principal investisseur au Maroc⁶. Aussi, les plus jeunes migrants, qui ont participé à notre recherche, ont été recrutés dans des écoles de tourisme, ou d'hôtesse de l'air, ou ont tiré des avantages migratoires à la suite de relations construites dans des espaces touristiques situés dans la société d'émigration. L'origine professionnelle de la migration peut être institutionnelle et issue d'accords bilatéraux et inter-étatiques. Mohamed Berriane (2018) précise dans ce cadre le rôle des « placements à l'international par l'ANAPEC », qui devient visible en ce qui concerne les Émirats, qui nous intéresse ici, à partir de 2011, et explique probablement aussi l'intérêt que des jeunes marocain.e.s portent sur la migration à Dubaï depuis notamment les années 2010. Cet intérêt est par ailleurs créé par les offres de contrats réels ou fictifs, qui se sont diffusées pendant les deux dernières décennies au Maroc, et que Mohamed Berriane (2018 : 694-695) analyse en situant le contexte législatif émirati et *khaliji*.

Le lien entre tourisme et migration, que nous proposons de pointer dans ce texte, apparaît aussi à travers l'usage de visas de tourisme pour partir aux Émirats, et y rester parfois après la date d'expiration de ce document. Il se lit dans tous les récits que nous avons recueillis auprès de professionnel.le.s (employés d'hôtels, cabarets, restaurants, serveurs, compagnie aérienne, etc.) de différentes nationalités, que nous avons questionnés sur la migration marocaine à Dubaï. Ces récits évoquent le tourisme pour situer l'environnement de départ ou raconter le vécu depuis l'arrivée. Le lien entre tourisme et migration traduit parfois une imbrication entre tourisme d'hommes de pays de Golfe et migration de Marocaines, imbrication que nous retrouvons dans d'autres études, sur l'Espagne (Jabul, 2011). Le lien entre tourisme et migration influe sur les parcours au Maroc, impliquant le choix d'une destination migratoire dans un contexte touristique, et sur l'insertion professionnelle dans l'espace d'arrivée, dominé par le secteur touristique. Ce dernier apparaît aussi comme une principale donnée sur la présence marocaine à Dubaï, comme le laisse supposer l'importance de l'hôtellerie dans l'insertion professionnelle des Marocain.e.s aux Émirats, qu'on peut lire ci-dessous.

⁶ « Les Emirats Arabes Unis premier investisseur arabe au Maroc », par La Vie Eco, 3 décembre 2015 : <https://www.lavieeco.com/economie/les-emirats-arabes-unis-premier-investisseur-arabe-au-maroc/>. Consulté le 1er juillet 2021

Figure 1 : Insertion professionnelle des Marocain.e.s aux Emirats Arabes Unis entre 2000 et 2006



Source : In M. Khachani (2009, p. 32), Ministère de l'emploi.

Ce graphique montre la répartition des migrants marocains par secteur professionnel aux Émirats. Ce sont des données officielles du Ministère de l'emploi, sur un total de 5.525 personnes. Outre l'hôtellerie, on note l'importante du commerce, la coiffure et l'esthétique, secteurs privilégiés dans l'insertion professionnelle des femmes que nous avons rencontrées à Dubaï. Lorsque nous avons entamé l'enquête en 2009 (Chadia Arab, seule), avant de la reprendre à deux (Chadia Arab et Nasima Moujoud) en 2015, 2016, 2018, ce qui nous a frappé, c'est la diversité des emplois occupés par les Marocain.e.s représentées comme peu qualifiées et issues de milieux populaires. Nous avons rencontré des ingénieur.e.s, des responsables de grands rayons de magasin (carrefour, Channel...), une responsable manager des opérations commerciales pour une entreprise américaine basée à Dubaï, une responsable de la communication et des relations publiques auprès du gouvernement de Dubaï. Nous avons rencontré des hôtesses d'accueil dans des hôtels, des vendeuses dans les boutiques des *mega-malls*, des esthéticiennes et coiffeuses, des danseuses, beaucoup de serveuses, des femmes qui effectuent des échanges économico-sexuels, pour reprendre la formule de l'anthropologue Paola Tabet (2004), qui inclut ainsi « la prostitution » dans un processus global, mais aussi beaucoup de femmes très peu diplômées qui exercent dans le secteur des loisirs et qui parviennent à occuper des emplois de responsabilités dans l'hôtellerie ou la restauration, ou à créer des entreprises et à regrouper leurs proches du Maroc par la suite.

Les femmes rencontrées utilisent leur travail ou leurs relations sociales pour créer du regroupement familial ou amical. Parmi les proches concernés, les enfants. Une dizaine des femmes rencontrées ont initialement laissé leur.s enfant.s au Maroc. Hanane envisage de faire venir son fils qu'elle a laissé à sa mère. Sarah (26 ans,

étudiante rencontrée dans un restaurant dubaïote) a été regroupée par sa mère, qui a également regroupé le frère de Sarah, après son remariage avec un homme émirati. Cette femme a migré à Dubaï où elle a travaillé après sa séparation avec le père de ses enfants, qui est resté au Maroc. Elle a ensuite été rejointe par son propre frère et sa mère. Sa jeune sœur les a rejoints à la suite d'un mariage avec un Émirati connu par l'intermédiaire du mari de la mère de Sarah, que nous n'avons pas rencontrée ; nous limitant aux entretiens avec sa fille. Pour les femmes peu qualifiées rencontrées, l'amitié est une ressource importante pour entretenir des liens sociaux, et maintenir des ressources tout au long de l'espace transnational, entre femmes et avec des hommes. Samira, une de nos principales interlocutrices, qui est aujourd'hui installée en Grande Bretagne, et ses amies venues la rejoindre aux Émirats se connaissent depuis le lycée. Samira a utilisé son réseau social émirati pour favoriser la migration de ses amies. Elle a par ailleurs elle aussi regroupé son frère, en favorisant l'obtention de son visa et en fournissant les ressources nécessaires au voyage puis à l'installation à Dubaï. Mais comme beaucoup de Marocains rencontrés, la quête de ressources migratoires, donc sociales, invite ces femmes, surtout célibataires, et beaucoup d'hommes, surtout cadres supérieurs, à se projeter dans de nouvelles migrations notamment européennes.

Il existe en effet chez tous les Marocains rencontrés une hiérarchisation entre les espaces migratoires européens et émiratis. Cette hiérarchisation touche la citoyenneté, représentée comme accessible en Europe, contrairement aux Émirats. Elle est par contre redéfinie en faveur de l'espace émirati lorsqu'il s'agit de l'insertion professionnelle, comme le précise Hanane (32 ans), que nous avons rencontrée (en 2015 et en 2016) dans un hôtel où elle exerce en tant que gérante d'un salon de thé. Hanane subit une forme de pression de la part de ses proches vivant au Maroc pour utiliser son statut professionnel afin d'obtenir un visa européen et rejoindre son frère qui vit en Suisse, ou ses cousines en Italie, et bénéficier ainsi de la citoyenneté européenne et de droits sociaux. Mais Hanane nuance sur « *la situation des Marocaines en Europe, travaillant toutes dans le ménage, la garde d'enfants ou les soins aux personnes âgées* ». Pour elle, « *on s'insère mieux à Dubaï qu'en Europe !* ». L'insertion professionnelle de Hanane se construit dans un espace touristique où elle enrichit ses ressources et ses relations sociales.

Hanane a été l'une des principales interlocutrices à nous avoir éclairé sur les comparaisons entre les contextes migratoires émirati et européens. Son regard confirme nos constats sur la diversité des parcours professionnels des Marocaines à Dubaï, en relation avec ce que nous connaissons auprès de migrantes appartenant à des milieux similaires – que celui de Hanane et de ses camarades à Dubaï – et vivant en France, en Espagne ou en Italie (Arab et Moujoud, 2018a). Ces formes d'insertion professionnelle dubaïotes expliquent peut-être le point de vue de jeunes hommes marocains à revenus modestes qui précisent que Dubaï est « *plus facile pour les femmes que pour les hommes marocains* ». Cette représentation sur les avantages des migrantes femmes à Dubaï croise parfois celle sur la prostitution, surtout parmi les personnes « étrangères » aux femmes marocaines, et traduit leur stigmatisation, puisqu'elles parviennent à occuper des places et des rôles habituellement assignés à des hommes immigrés, comme ceux de pionnières de chaînes migratoires et d'entrepreneuriat « marocain ». La stigmatisation relève en effet d'un double processus d'attrait et de rejet, que nous avons relié aux

mobilités sociales que les femmes acquièrent en mobilisant différentes ressources (Arab et Moujoud, 2018b)⁷. Des figures de patronnes marocaines sont sollicitées par les institutions marocaines aux Émirats Arabes Unis (lors de réceptions au Consulat, aux salons de l'investissement au Maroc, etc.). Le consul lui-même évoque cette transgression de genre, en disant que « *les femmes qui sont ici sont des hommes* » (entretien, 2015, Dubaï), ce qui signifie une perturbation des catégories de genre généralement évoquées pour différencier les femmes et les hommes, et des catégories sur les travailleurs immigrés, qui sont ici des travailleuses insérées dans divers secteurs, et des entrepreneurs représentant le pays d'origine et des investissements dans ce pays et à Dubaï.

C'est peut-être ce qui distingue le plus nos terrains dubaïotes et européens : en France, en Italie et en Espagne, les services domestiques et l'agriculture (pour ce dernier secteur, Arab, 2018) monopolise le travail des Marocaines peu qualifiées, là où à Dubaï le travail des femmes issues de milieux populaires est caractérisé par sa diversité. De ce fait les parcours de femmes provenant de milieux populaires et sans diplôme supérieur sont plus hétérogènes à Dubaï, qu'en Europe, même s'il va de soi que la diversité caractérise les migrations des femmes en Europe également. Nous proposons des hypothèses à partir de nos constats à l'issue de nombreuses recherches sur Dubaï et dans d'autres espaces migratoires, pour fournir de nouvelles pistes d'analyse qui méritent d'être développées. La reconnaissance des langues que les Marocaines maîtrisent dans leurs variantes (le marocain, les variantes de la langue arabe parlées dans chaque pays du Golfe, l'arabe classique, l'égyptien, le libanais, etc.), et qui ne bénéficient pas d'une place valorisée dans le monde du travail en Europe, joue probablement en faveur de cette insertion professionnelle et sociale des Marocain.e.s à Dubaï⁸. Ces femmes enrichissent ces savoirs en utilisant des compétences relationnelles et des savoirs artistiques, culinaires, vestimentaires ou corporels, qui sont valorisés dans les espaces de vente (gâteaux ou plats marocains dans les supermarchés), de tourisme ou de loisirs à Dubaï. Par exemple, l'utilisation dans l'espace public dubaïote, et la reprise par des chanteurs « locaux » (émiratistes, saoudiens) de chansons tirées du registre dialectal et populaire marocain, que les femmes concernées utilisent et s'autorisent à mobiliser dans les lieux publics (dancings, boîtes, marchés, malls, etc.). Ou bien l'adoption des habits marocains par des femmes émiraties, surtout pendant les fêtes et dans l'espace privé. Nous supposons que ces circulations culturelles sont favorisées par les circulations des femmes de milieux populaires, dont les initiatives ont probablement précédé, et donc permis, l'émergence et la reconnaissance dans les pays du Golfe, puis dans d'autres pays, de jeunes chanteurs et chanteuses marocains actuellement reconnus, en chantant en marocain. Les circulations de ces femmes ont à notre avis permis notamment une certaine diffusion, voire une reconnaissance, du dialecte marocain, que

⁷ Le rejet s'exprime parfois par des mobilisations d'autres femmes (notamment saoudiennes) qui mènent « une campagne anti-Marocaines ». Voir, par exemple, le texte consultable sur <http://www.illionweb.com/societe/c-chaud/arabie-saoudite-une-campagne-anti-marocaines>.

⁸ On note par ailleurs le racisme et les discriminations comme motif de migration de Français maghrébins qui s'installent à Dubaï. Voir, sur ce sujet, les travaux d'Amélie le Renard et Elyamine Settoul. Nous pouvons supposer que le marché du travail dubaïote, autorise des expressions (culturelles ou religieuses) qui font l'objet de discriminations en Europe. Cette piste d'analyse nécessite une étude approfondie et comparative dans le cadre d'une future recherche.

nous avons pu entendre de la bouche d'Arabes non marocains, surtout dans les espaces de loisirs et de tourisme, alors que nous sommes habituées à entendre les Marocains parler égyptien ou un autre dialecte arabe sous prétexte que le marocain est incompréhensible, ou peu valorisé. Ces différentes performances sont situées dans les espaces et les relations liés au tourisme, qui a connu une réelle difficulté pendant la crise sanitaire.

Les secteurs de tourisme et des loisirs sont en effet fortement perturbés, voire arrêtés depuis les mesures liées à la pandémie de la Covid-19. « *La planète tourisme* » est arrêtée puisqu'avec la Covid-19, « *toutes les destinations sont verrouillées* », comme l'écrit Mohamed Berriane (2020). Si cette crise d'un nouveau genre a révélé les métiers de service comme secteurs valorisés, tout au moins dans les discours sur les invisibles qui continuent le travail malgré le confinement, elle constitue un moment perturbateur pour d'autres secteurs, surtout le tourisme et les loisirs. Qu'est-ce qui s'est passé donc pour les Marocain.e.s, notamment de milieux populaires, sous l'effet de ce contexte ?

3. La migration précaire à la lumière de la pandémie de la Covid- 19

Dès le 8 mars 2020, et l'annonce de la pandémie de Covid-19, les Émirats Arabes Unis ont pris des mesures fortes comme la fermeture des écoles puis le confinement (Agnès Levallois, 2020 : 105). Outre les autorisations de sortie pour travailler, il n'est possible de sortir que pour faire des courses (alimentation, pharmacie) ou en cas d'urgence, en obtenant un permis spécial à demander en ligne. Parmi les autres mesures, le port du masque et de gants est obligatoire ainsi qu'un couvre-feu à respecter. Le 19 mars, le territoire émirati ferme son entrée et réduit ses sorties. Seuls les citoyens émiratis étaient autorisés à rejoindre leur pays. Le 24 mars, tous les vols sont suspendus. Des membres des familles de Marocains, en visite notamment chez leurs filles, ou sœurs vivant à Dubaï, ont été obligés de rester sur place. Ils ont attendu juillet 2020 pour repartir au Maroc. Les cadres supérieurs marocains qui vivent seuls témoignent de l'isolement vécu tout au long du printemps 2020 :

« C'était long, pénible et forcément oppressant, car il était devenu impossible de voyager au Maroc ! Du jour au lendemain ou presque, la vie est devenue irréaliste. On a cessé de sortir, de fréquenter les plages et de voir les collègues. On avait aussi peur pour notre emploi et nos salaires ! Peur des gens qui peuvent être porteur du virus ! Tout est devenu incertain et dur à supporter ! » (Yassine, ingénieur, 31 ans, entretien 2021).

Du point de vue sanitaire, le pays dispose d'un système de santé performant. La gestion de cette crise a toutefois négligé la situation des travailleurs immigrés vivant dans des situations précaires, notamment par le logement, qui ne permet pas le respect des mesures sanitaires de distanciation. Cet enjeu est pointé par les organisations internationales (Levallois, 2020 : 108). Il est évoqué par les participantes à notre recherche sur les effets de la crise sanitaire, qui disent que les Marocains partagent les problèmes que connaissent les autres migrants touchés par « les mesures Corona », mais que ce n'est pas la même chose selon le statut au travail. Ce dernier implique le maintien dans l'emploi, ou sa perte, donc la perte d'autres ressources qui en dépendent, puis parfois l'inscription dans un

nouveau parcours migratoire. « *Il ne faut pas rester à Dubaï lorsqu'on n'a plus de travail !* » (Nawel, agent d'accueil, 26 ans, entretien 2021).

La perte de travail pendant la crise sanitaire expose à l'expulsion. Sans travail, sans visa de séjour aux Émirats, comme le montre un documentaire Arte qui note la réduction de la population dubaïote à la suite des expulsions pendant la pandémie⁹. Cette perte a concerné les métiers peu valorisés et réduit les moyens de maintien dans le logement, alors même que celui-ci a été pointé par les Marocains à revenus modestes qui ont participé à nos recherches d'avant-Covid comme la principale difficulté à Dubaï :

« Les Marocains qui souffrent le plus de Corona sont ceux qui se trouvent déjà dans une situation fragile : les hommes et les femmes qui gagnent peu ou travaillent de façon informelle, et n'avaient pas pu suffisamment épargner pour affronter la crise. Il ne faut pas croire que tout le monde a pu télétravailler ou avoir un logement pour s'enfermer chez lui ! Les temps sont durs pour ceux qui ne sont pas riches. » (Le frère de Nawel, employé dans un supermarché, dont les responsables l'ont recruté au Maroc en tant que boucher).

L'articulation entre travail et logement constitue une des principales raisons du retour au Maroc d'une partie des personnes que nous avons interrogées dans le cadre de cette recherche sur les effets de la pandémie. Ces personnes ont perdu leur emploi dans l'hôtellerie et utilisé leur épargne pour vivre pendant les premiers temps, avant de choisir le retour dans leur pays d'origine, au moment de la réouverture des frontières internationales (été 2020). Il est difficile de poursuivre le paiement des loyers (souvent dans le cadre de colocations) sans avoir un salaire ou en ayant un salaire réduit du fait des mesures qui font suite à la pandémie. Ces mesures ont fortement touché le principal secteur de travail des Marocain.e.s à revenus modestes : le tourisme. Alors que des Marocaines rencontrées s'auto-valorisent en désignant l'insertion professionnelle dans le tourisme à Dubaï, en comparaison à des proches insérées dans les services à domicile en Europe, l'arrêt du tourisme les a forcées à redéfinir leur quotidien, et parfois revoir leur projet migratoire.

La fermeture des écoles est aussi mise en avant comme un principal problème pendant la crise sanitaire. Ce sujet est évoqué par les parents, notamment les mères mariées à un non-Marocain, qui ne sont pas revenues au Maroc, comme le précise Malika (36 ans, employée dans la compagnie aérienne émiratie, à la suite d'un recrutement dans son école au Maroc, en 2009, et mariée à un agent de la sécurité yéménite).

« Les Marocains ont été durement touchés par la crise, pas que les Marocains, la plupart des gens ! Beaucoup de Marocains sont retournés au pays. Ceux qui n'ont jamais envisagé le retour commencent à y penser : j'en fais partie ! Pour le travail, ceux qui ont été renvoyés se sont retrouvés face à la pure réalité et devaient revenir au Maroc ! Ceux qui n'ont pas été renvoyés, comme moi, ont vu leurs salaires diminuer, parfois de moitié, mais le coût de la vie est resté le même ! Les prix n'ont pas suivi la baisse des salaires et ont même été parfois augmentés ! De manière générale, les conditions de vie ne nous satisfont plus ici aux Émirats ! Les choses ont changé ! C'est vrai que le coût de la vie était déjà élevé avant Corona, mais c'était ok ! On se débrouillait et on pensait

⁹ <https://www.arte.tv/fr/videos/101553-000-A/dubai-les-travailleurs-immigres-sur-le-fil/>

rester ! J'ai une amie qui compte retourner au Maroc pour les enfants ! La scolarité est en ligne, comme partout dans le monde, je suppose. Mais ici, elle pose déjà problème : nos enfants n'apprennent ni l'arabe ni l'anglais de façon adaptée et ils sont maintenant scolarisés en ligne ! Les profs se mobilisent pour finir les programmes ! Les enfants sont épuisés. Nous les parents on paie cher pour les suivre nous même à domicile ! On n'a pas d'autres alternatives ! Ce que je veux dire, nos salaires ont diminué, les prix augmentent et nous devons nous serrer la ceinture ! Nous ne pouvons plus nous faire plaisir, faire des achats ou des sorties, ni faire plaisir à nos proches au Maroc ! Mais Hamdou lillah dans tous les cas ! » (Entretien recueilli le 25 mai 2021)

Pour Malika comme pour d'autres personnes interrogées sur les effets de la pandémie, « *la crise ne s'arrêtera pas avec la fin de Corona !* ». Les un.e.s ont utilisé leur épargne pour faire face aux aléas de la Covid. Ils n'ont pas d'autres ressources financières pour se loger et bien vivre en cas de poursuite des mesures sanitaires, limitant le travail. Le savoir-migrer implique une lucidité autour des enjeux sur le moyen et le long terme, notamment pour les femmes dont les enfants n'ont pas la citoyenneté émiratie. Le séjour des femmes mariées et mères d'enfants émiratis ne dépend en effet pas de l'emploi. Elles ne rencontrent pas les difficultés juridiques que connaissent d'autres Marocains. L'âge des enfants, et le lien avec leur scolarité, ainsi que le type de mariage semblent en effet déterminants dans le choix de rester ou partir de Dubaï. Le mariage mixte constitue une structure sécurisante selon la nationalité et le statut social du mari, ou la relation conjugale et d'emploi de la femme. Ce mariage inclut pour les Marocaines les différentes nationalités présentes sur le territoire émirati. Il a été parfois conclu à la suite d'une rencontre dans un espace touristique au Maroc, avec un touriste saoudien, syrien, anglais, indien, émirati, etc. Ce mariage est peu visible parmi les hommes marocains. Nous n'avons pas pris connaissance de situation de mariage entre un Marocain et une émiratie, ni de mariage mixte ou de projet d'un participant à notre recherche de se marier à Dubaï. Les hommes que nous avons rencontrés envisagent de se marier au Maroc, ou d'éviter le mariage. Les cadres supérieurs qui ne bénéficient pas de la bi-nationalité souhaitent faire un séjour en Europe pour obtenir une nationalité européenne et pouvoir accéder à la libre circulation mondiale, avant de s'attacher par le lien conjugal.

La crise sanitaire met en évidence la forte précarité du statut des personnes qui n'ont pas une nationalité « occidentale » ou des enfants citoyens émiratis, ou qui sont dépourvues de protections sociales dans le cadre d'une entreprise reconnue, internationale ou nationale (comme la compagnie aérienne) :

« Comme tout le monde, nous les Marocains de Dubaï, nous sommes affectés par Corona. Beaucoup d'entreprises privées ont fermé. Des gens ont vu leur salaire arrêté, d'autres diminué. Les grandes entreprises qui n'ont pas fermé ont maintenu le salaire ou une partie du salaire de leurs employés. Les mesures du travail à distance facilitent le maintien de l'emploi. Elles ont été appliquées depuis le début de Corona. D'abord un confinement graduel depuis mars 2020. On est resté presque quatre mois confinés, sans possibilité de sortir sans autorisation. Les voyages au Maroc ont été possibles à partir de juillet ! Tout a été fermé : les écoles, les universités, les restaurants, les hôtels, les dancings, les salons de coiffure... En ce qui concerne les Marocains, c'est comme pour tout le monde ! Tous les Marocains sont concernés. Je connais des Marocains qui occupent des postes élevés qui ont vu leur salaire diminué de moitié. Les

Marocains modestes, qui travaillent dans des salons de coiffure ou dans des restaurants ont arrêté, sans salaire ni travail ni rien ! C'est ce qui existe même maintenant ». (Fatima, 40 ans, entretien réalisé la mi-mars 2021)

Dans la période d'avant l'actuelle crise sanitaire, à l'exception des Marocaines épouses d'un *muwatin* (citoyen émirati), ou d'un homme avantagé bénéficiant d'une nationalité d'un pays du Golfe ou d'une nationalité « occidentale », les exemples que nous avons rencontrés montrent un turn-over des migrant.e.s, et des migrations plutôt temporaires. Cela s'explique par des difficultés à pouvoir s'installer durablement, s'enraciner, obtenir des droits, la cherté de la vie, les discriminations et la difficile obtention d'une citoyenneté, voir l'impossible accès à la nationalité. Ce « sont les bas salaires qui *prédominent* », comme le précise Mohamed Berriane (2018 : 706). Cette présence juridique précaire, qui dépend de l'emploi, est fortement perturbée par la Covid-19. Le contexte émirati fait dépendre le séjour de l'emploi, alors que ce dernier est très limité pendant la pandémie. Cette précarité juridique n'est pas limitée aux personnes peu qualifiées. Les cadres supérieurs ont redéfini leur séjour à la suite de la diminution des salaires, ou la perte des avantages d'avant la Covid-19, notamment lorsqu'ils ne possèdent pas un passeport « occidental ». La précarité du séjour se révèle déterminante sous l'effet de la crise sanitaire, surtout pour les femmes et les hommes aux positions professionnelles imprévisibles et précaires, dont une grande partie est retournée au Maroc. Il importe d'effectuer une étude quantitative et qualitative sur ces retours tracés sous l'effet de l'actuelle crise sanitaire, qui par ailleurs a mené des binationaux (marocains et canadiens, ou marocains et français, etc.) à quitter Dubaï parfois en compagnie de leurs enfants. En devenant sans travail, certain.e.s d'entre eux sont devenus expulsables, au même titre que d'autres étrangers subissant les effets de la pandémie aux Émirats¹⁰.

Conclusion

Pour conclure, à travers ces analyses, ce sont finalement les savoirs-migrer des femmes dans des contextes de crise et de croissance économiques, c'est-à-dire de rejet ou de bienvenue des migrants, que cet article a tenté de mettre en évidence, en insistant sur la diversité des migrations marocaines et des femmes dans un même espace d'arrivée, et entre les pays, émirati et européens. Il s'agit ainsi de contribuer à déconstruire les préjugés sur les Marocaines de Dubaï, et plus largement sur les femmes parties « seules », qui introduisent des transgressions des frontières sociales, géographiques, et de genre. D'ordinaire frappées d'invisibilité, ces migrantes marquent leur présence dubaïote en valorisant des biens culturels marocains, malgré leur nombre restreint. La plupart des femmes que nous avons rencontrées, et qui ne sont pas cadres supérieures à Dubaï, sont parties du Maroc pour mieux vivre et faire vivre leurs proches. Leur migration a en général été impulsée par les circulations touristiques. Ces femmes proviennent de milieux peu favorisés et ont souvent eu des liens professionnels (Écoles de tourisme, Instituts d'esthétique, centre de formation, etc.) ou sociaux (amicaux, amoureux, matrimoniaux ou sexuels) construits dans des espaces touristiques, qui constituent ensuite les principaux lieux d'insertion professionnelle à Dubaï.

¹⁰ Sur ce dernier sujet, voir l'émission Arte *Dubaï : les travailleurs immigrés sur le fil*, sur : <https://www.arte.tv/fr/videos/101553-000-A/dubai-les-travailleurs-immigres-sur-le-fil/>

Celles qui n'ont pas de qualifications supérieures, qui leur permettraient de s'insérer dans des emplois de bureau, des entreprises, des multinationales, des administrations ou des compagnies aériennes, à l'instar d'autres Marocain.e.s de Dubaï, parviennent, non sans mal, à construire des trajectoires de mobilités sociales et géographiques pour elles, et pour leurs proches, et à se dire qu'elles le font grâce aux ressources qu'elles ont pu mobiliser à Dubaï, et qu'elles n'auraient probablement pas pu développer, tout au moins de façons identiques (formes d'insertion professionnelle, regroupement familial ou amical, durée de séjour avant la mise en place de ces démarches, etc.) dans d'autres pays d'immigration, notamment européens, l'Europe étant leur principal objet de comparaisons.

En somme, les Marocaines de Dubaï jouent un rôle très important dans la circulation de proches, la valorisation d'objets culturels marocains (dont la langue) et la constitution de communautés marocaines à Dubaï et dans les pays du Golfe, en dépit de la stigmatisation. Le premier enseignement à tirer de leurs parcours est la dimension plurielle des migrations marocaines, historiquement liée ici au tourisme dans les deux espaces marocain et émirati. Le cas dubaïote rend visibles des parcours peu reconnus dans les études sur l'Europe, comme ceux des Marocaines pionnières de la migration, et des migrantes parties pour des raisons de travail, ou à la suite de circulations touristiques. Le second enseignement est le caractère perturbateur de la crise Covid-19, qui redéfinit une migration féminine de pionnières, dont les parcours se distinguent des migrations de Marocaines en Europe, où la non reconnaissance de savoir-faire des Marocaines concernées, et probablement les discriminations, limitent l'insertion professionnelle des femmes peu qualifiées aux services ménagers ou domestiques. Avec l'arrêt des circulations touristiques, et la fermeture des établissements de loisirs sous l'effet de la pandémie, les parcours des Marocaines et des Marocains insérés professionnellement dans les espaces touristiques, et qui ne sont pas mariées à un homme privilégié à Dubaï, ou mère d'un enfant *muwatin*, sont souvent incertains, ou redéfinis et généralement orientés vers le retour au Maroc, avec souvent des projets d'investissements ou de futures circulations vers Dubaï d'après-Covid, ou bien vers d'autres destinations migratoires.

Pour ce qui est des femmes mariées ou durablement installées à Dubaï, en tant que mères d'enfants émiratis, ou saoudiens, par exemple, l'inscription dans le territoire émirati perturbe la représentation des espaces migratoire du Golfe, où il s'agit d'une « *main d'œuvre dont on a besoin, mais qui doit repartir lorsqu'on en n'aura plus besoin* », comme le montre Mohamed Berriane (2018 : 677-678). Les Marocaines concernées par ces processus enrichissent le modèle migratoire des pays du Golfe en introduisant, non sans mal, l'accueil et l'enracinement sans obligation de travail. En revanche, il est intéressant de noter que les diverses communautés marocaines dubaïotes disposent de réseaux d'entraide et de solidarité déployés à travers en particulier les réseaux Internet (divers groupes Facebook, par exemple) et les circuits amicaux et familiaux situés dans plusieurs territoires au Maroc, dans les pays du Golfe et dans d'autres espaces migratoires. Ces réseaux de solidarité dépassent les frontières nationales, et parfois sociales, et peuvent probablement apporter de nouveaux soutiens pour sortir de la crise actuelle et envisager l'après-COVID.

Bibliographie

- Arab C., (2018), *Dames de fraises, doigts de fée. Les invisibles de la migration saisonnière marocaine en Espagne*. Édition En toutes Lettres, Casablanca, 187 p.
- Arab C. et Moujoud N., (2018a), « Migration et travail de Marocaines parties « seules » (France, Espagne et Italie) », In Mohamed Berriane dir., *Marocains de l'extérieur – 2017*, Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger Rabat – Maroc, pp. 93-114.
- (2018b), « Le stigmate de « la Marocaine » à Dubaï. Les résistances des migrantes à l'épreuve de l'intersectionnalité », *Migrations Société*, n° 173, pp. 99-114.
- (2020), « Quand les femmes deviennent pionnières de la transmigration : des Marocaines à Dubaï », in Alain Tarrius, Lamia Missaoui et Fatima Qacha, *Recherches en cours, Naissance d'un peuple européen nomade. La route cosmopolite de la mondialisation par le bas*, pp. 236-246.
- Attias-Donfut C. et Delacroix C., (2004), « Femmes immigrées face à la retraite », *Retraite et Société*, n° 43, La Documentation Française, p. 138-163.
- Berriane M., (2018), « Les Marocaines des pays du Golfe. Al Wafidouna et leur diversité (Émirats Arabes Unis et Qatar) », In Mohamed Berriane dir., *Marocains de l'extérieur – 2017*, Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger Rabat – Maroc, pp. 677- 720
- Berriane M., (2020), « Le tourisme marocain de l'après-COVID-19. Simple relance de l'activité ou refonte profonde du modèle touristique ? », *Téoros* [Online], 2020, Online since 10 November 2020, connection on 01 July 2021. URL : <http://journals.openedition.org/teoros/7627>
- Boulanger P., (2009), « Les défis géopolitiques d'une nouvelle puissance régionale : les Émirats arabes unis », *Hérodote*, vol. 133, no. 2, 2009, pp. 58-91.
- El Ghali K., (2007), Le travail des femmes marocaines dans les pays du Golfe. Séminaire du CCDH (Conseil Consultatif des Droits de l'Homme). Les femmes marocaines dans l'immigration. 24-25 mars 2007, Rabat.
- Gallot F., (2021), « Les femmes vont-elles une nouvelle fois payer la crise ? » <https://www.contretemps.eu/crise-covid19-economie-inegalites-genre-feminisme/>
- Jabul A. J. H., (2011), « La inmigración marroquí en España : estudio histórico », thèse de la Faculté de philosophie et lettres, département d'Histoire Contemporaine, pp. 109-140, sous la direction de Juan Gay Armenteros.
- Kazerouni A., (2015), « Musées et soft power dans le Golfe persique », *Pouvoirs*, vol. 152, no. 1, 2015, pp. 87-97.
- Khachani M., (2009), *la migration marocaine dans les pays du golfe*. CARIM, notes d'analyses et de synthèse, 2009/34, 21p. Consulté le 1er juillet septembre 2021 : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/12838>
- Le Collectif IOE, (2012), *El estatus de la mujer migrante. Las marroquíes en España*, 2007-2011, Rapport, mai 2012.
- Le Renard A., (2016), « « Ici, il y a les Français français et les Français avec origines » » : reconfigurations raciales autour d'expériences de Dubaï », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 30, pp. 55-78.
- Le Renard A., (2019), *Le Privilège occidental. Travail, intimité et hiérarchies postcoloniales à Dubaï* (Presses de Sciences Po.), coll. « Monde et sociétés », 2019, 266 p, Paris.
- Levallois A., (2020), « La situation sanitaire au Moyen-Orient à la lumière de la pandémie de Covid-19 », in Bertrand Badie et al., *Le Moyen-Orient et le monde, La découverte*, pp. 105-110.

- Longuenesse E., (2007), *Migration en méditerranée et au Moyen Orient*. In Séminaire organisé par la commission Méditerranée, Lyon, juin 2007. Texte intégral : <http://www.local.attac.org/attach06/IMG/rtf/HistoiredesMigrationsenMe.rtf>
- Moujoud N. et Falquet J., (2010), « Cent ans de sollicitude en France. Domesticité, reproduction sociale, migration et histoire coloniale », *Agone*, n° 43, pp. 169-195.
- Noiriel G., (1991), « L'histoire des femmes immigrées », in *Femmes immigrées. Quelles chances pour quelles insertions sociales et professionnelles?*, Rencontre-débat, 13 décembre 1990, GREC (Groupement de Recherches d'Échanges et de Communication), Cahier du GREC, n° 8, p. 11-19.
- (2004), *Gens d'ici venus d'ailleurs, La France de l'immigration de 1900 à nos jours*, Éditions du Chêne-Hachette Livre, Paris.
- Oso Casas L., (1998), *Mujeres marroquíes y servicio doméstico en Madrid*, Instituto de la mujer, Madrid.
- (2012), *An overview of gender and migration in Spain : from the presence of feminized migratory flows to a greater gender balance*, sur www.migrationeducation.org.
- Percot M., (2005), « Les infirmières indiennes émigrées dans les pays du Golfe : de l'opportunité à la stratégie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21 - n°1 | 2005, 29-54.
- Pheterson G., (2001), *Le Prisme de la prostitution*, Paris : L'Harmattan, 216 p.
- Sayad A., 1977, « Les trois âges de l'émigration algérienne en France », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 15, pp. 59-81.
- Sassen S., (2004), « Introduire le concept de ville globale », *Raisons politiques*, vol. no 15, no. 3, 2004, pp. 9-23.
- Sassen S., (2001), *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 2001 (1re éd. en 1991).
- Tabet P., (2004), *La grande arnaque : Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme », 2004, 207 p.
- Tétart F., (2016), « Chapitre 6. Un espace dans la mondialisation : de la rente à la diversification », *La péninsule arabique. Cœur géopolitique du Moyen-Orient*, sous la direction de Tétart Frank. Armand Colin, 2016, pp. 143-185